



[Vol. 21, No. 3 \(octobre 1993\)](#)

Bon sens paysan à Kampala

par Marilyn Lee

Pour les habitants de Kampala, en Ouganda, l'accès aux terres arables urbaines, peu importe leur surface, est gage de mieux-être. Une étude sur la santé et la répartition de la richesse indique que la majorité des foyers qui peuvent planter quelques légumes ou élever des animaux dans le périmètre urbain s'en sortent mieux que d'autres.

Une étude de Daniel G. Maxwell constate que près de 30 % de tous les habitants s'adonnent à l'agriculture urbaine. Dans ces ménages, la santé des femmes et des enfants est généralement meilleure. On y apprend également que, dans la ville ou sa banlieue immédiate et les zones périurbaines, on cultive des aliments de base comme le manioc, le taro, la mattoke (plantain), le maïs et le haricot. Les légumes verts traditionnels et les produits horticoles comme le chou, la tomate et l'oignon ne sont pas aussi répandus qu'on pourrait le croire. Quant à l'élevage, on préfère la volaille.

QUATRE BONNES RAISONS

L'étude de Maxwell distingue quatre motifs pour prendre part à l'agriculture urbaine: production commerciale, indépendance alimentaire, sécurité alimentaire, et simple survie (" aucun autre moyen de subsistance ").

Bien qu'il y ait, à Kampala, des exploitations disséminées ici et là où l'on fait la culture commerciale de plantes exotiques comme le caféier ou le vanillier, ce sont les animaux d'élevage qui constituent la principale production. Maxwell estime que 70 % des poulets et des oeufs consommés dans la ville sont produits sur place. Mais il a noté que ces entreprises n'ont pas pris naissance dans de modestes exploitations familiales, comme l'affirment des théories antérieures.

" C'était, pour certains, un placement habile ", conclut Maxwell, dont l'étude s'étend aux producteurs de volaille. Il cite l'un d'eux: " Nous avons pris conscience que nous pouvions gagner bien plus en nous lançant dans cette activité [...] lorsque j'ai quitté la banque en 1988 [...] mon indemnité s'élevait à 2 millions de shillings [10 000 dollars de l'époque] et nous avons placé cette somme dans l'aviculture. " Il est intéressant de noter qu'il y a parmi ces entrepreneurs des femmes issues de ménages à revenu élevé et qui ont accès au crédit.

S'AUTOSUFFIRE

On entend par autosuffisance alimentaire la capacité de procurer toutes les denrées alimentaires de première nécessité et toutes les sources de protéines alimentaires, sans avoir recours à l'aide extérieure sauf si la saison est mauvaise ou s'il y a sécheresse. Bien que des ménages autosuffisants achètent encore quelques aliments, ils sont en grande partie protégés de la fièvre qui fait grimper les prix à Kampala. Maxwell estime que, pour y arriver, ces ménages doivent avoir accès à une surface cultivable variant de 8 000 à 20 000 m².

" Une fois comblés les besoins de la maisonnée, l'excédent est écoulé ", a-t-il noté. Mais " à de rares exceptions près, la famille n'est pas propriétaire de la terre qu'elle exploite ". Le terrain peut être pris à loyer auprès de la ville ou des propriétaires fonciers. Certains ménages revendiquent le droit d'occuper des lopins de terre; il s'agit alors de maisonnées bien établies, depuis longtemps en bons termes avec les propriétaires.

L'agriculture urbaine se justifie surtout par le besoin de sécurité alimentaire. La majorité des familles, selon l'étude, fait le gros de ses courses au marché. Mais s'il lui arrive de pouvoir cultiver un lopin de terre, c'est pour être à l'abri du besoin, le cas échéant, grâce à des aliments d'appoint.

La taille des jardins familiaux peut compter près de 100 m² et atteindre jusqu'à 1 000 m². " Ce n'est pas suffisant pour pouvoir en vivre ", soutient Maxwell. Contrairement aux autres ménages dont il a été question, ceux qui recherchent la sécurité alimentaire vendent rarement leurs produits. Ils tirent un revenu de leur travail mais jugent opportun de réserver l'argent ainsi gagné à d'autres dépenses que la nourriture.

Il y a enfin les personnes qui se tournent vers l'agriculture urbaine pour survivre. Parmi elles, se trouvent " les ménages à bas revenu, les familles monoparentales, les veuves et les familles qui n'ont plus de revenu de base ". Ces gens sont souvent contraints de vendre une partie de leur production pour satisfaire d'autres besoins: ils se lancent en agriculture simplement pour survivre. " Ces familles n'ont pas le choix, elles n'ont tout simplement aucune autre source de revenu ni de moyen d'existence. "

DES ORDRES VENUS DE HAUT

Maxwell a poussé plus loin son enquête pour cerner quelques-unes des questions épineuses qui entourent la pratique de l'agriculture urbaine en Ouganda. Selon lui, cette activité est suspecte pour des raisons avant tout historiques.

" Les règlements municipaux datant de la période coloniale bannissent l'agriculture dans les villes sauf celle qui est faite sur les parterres ou dans de minuscules jardins. À moins d'une autorisation du conseil municipal, les habitants ne peuvent pratiquer en aucun cas l'élevage ". Et Maxwell de conclure: " Par conséquent, les gens pratiquent ces activités à leurs risques et périls. En théorie, leur production et les animaux pourraient être détruits ou confisqués, et eux-mêmes expulsés. " Malgré ces règlements, l'activité est tolérée dans la ville; les bureaucrates ferment les yeux: " Nul n'a encore été jeté en prison. Mais cela pourrait arriver un jour. "

À l'origine du problème, il y a une conception très réductrice de la ville. " Alors que les citoyens, en général, modifient leur attitude vis-à-vis de la cité, les autorités entretiennent encore des idées archaïques. Derrière la façade de légalité, de telles attitudes déterminent leurs comportements. "

Maxwell a observé que les arguments contre l'introduction de l'agriculture urbaine touchent à l'environnement, à la santé et à la sécurité. Les autorités croient que les animaux en liberté sont des vecteurs de maladies comme la salmonellose et la brucellose. Elles craignent également que l'élevage compromette les projets de drainage, ce qui reviendrait à encourager le paludisme. Parmi les objections soulevées, le chercheur cite cette opinion selon laquelle les champs de maïs obstrueraient la vue des conducteurs et seraient à l'origine d'accidents de la circulation. Il y a là exagération, conclut-il.

ÉVOLUTIONS

Bien que la plupart de ses propres travaux aient un caractère original, Maxwell rappelle que les études déjà publiées contiennent une mine d'informations utiles. Il remarque notamment que des organismes internationaux tels que la Croix-Rouge, l'UNICEF et *Save the Children Fund*, entre autres, ont mené des enquêtes nutritionnelles au cours de la dernière décennie pour connaître les besoins d'aide alimentaire. À partir de ces données, on peut établir les modèles nutritionnels passés en les reliant au niveau d'activité agricole enregistré et à l'accessibilité des terres cultivables.

Depuis qu'il étudie l'agriculture urbaine à Kampala, Maxwell a observé que les dirigeants gouvernementaux avaient assoupli leurs positions. " En 1988, on m'a dit tout simplement que l'agriculture urbaine était contraire à la loi. Les autorités ne m'accorderaient aucune entrevue pour parler d'une activité illégale; aujourd'hui, les délégations sont accueillies chaleureusement. Il est tout à fait étonnant de voir que les planificateurs et les décideurs politiques sont maintenant disposés à parler et à écouter.

Pour plus de renseignements :

Daniel G. Maxwell
Land Tenure Centre
University of Wisconsin
1357 University Avenue
Madison, Wisconsin USA 53706
Tél.: (608) 262-3567 Téléc.: (608) 262-2141

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).